

## ARRÊTÉ N° 2023\_426

### **PORTANT EXTENSION DE L'AUTORISATION DE L'ENTREPRISE «DOMALIANCE NOISY-LE-GRAND" À L'AGENCE "DOMALIANCE LA COURNEUVE" SITUÉE À LA COURNEUVE, POUR LA GESTION D'UN SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES.**

#### **LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.312-1-I-6 et 7, L.312-8, L.313-1, L.313-1-1 à 3, L313-3 à 5, D.312-6, D.312-6-2 , D.313-10-8 ;

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et notamment son article 71 ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et notamment ses articles 46 et 47 ;

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'élection le 1<sup>er</sup> juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2021\_271 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu le courrier mail du 14 juin 2023, relatif à une demande d'extension de l'autorisation de fonctionnement portée par le gestionnaire « A2micile Région Centre» pour l'implantation à La Courneuve, d'une nouvelle agence de service d'aide et d'accompagnement à domicile en faveur des personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap. Ce projet fait suite à une opération d'acquisition d'un service à la personne non autorisé « France Ménage – La Courneuve » ex-géré par l'entreprise TRYUS, sise à Paris ;

Vu la transmission le 25 août 2023, du KBIS confirmant la création de la nouvelle agence « Domaliance La Courneuve » ;

Vu l'objet de la structure correspondant aux activités d'aide à la personne définie par le décret n°2016-750 du 6 juin 2016;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2022\_384 du 22 novembre 2022, portant transfert d'autorisation de fonctionnement du service d'aide et d'accompagnement à domicile intervenant auprès des personnes âgées et des personnes handicapées, géré par l'entreprise « A2micile Région Centre – Domaliance Île-de-France - Est », à l'agence « Domaliance Noisy-le-Grand » ;

Considérant qu'en vertu des articles L313-1-1 et 2 du Code de l'action sociale et des familles, l'agence «Domaliance La Courneuve» souhaitant intervenir en mode prestataire auprès des personnes âgées et des personnes handicapées, doit détenir une autorisation de fonctionnement, ne valant pas habilitation à l'aide sociale ;

Considérant que les garanties présentées pour l'implantation de cette nouvelle agence de service d'aide et d'accompagnement à domicile à La Courneuve, répondent aux critères de qualité exigés ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** – L'autorisation de fonctionnement du 23 novembre 2022 délivrée par le Département au gestionnaire « A2micile Région Centre – SIREN 791 481 344» sis à Strasbourg, concernant les interventions en mode prestataire auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap de la Seine-Saint-Denis, fait l'objet d'une extension en faveur de l'agence de service d'aide et d'accompagnement à domicile « Domaliance La Courneuve – SIRET 791 481 344 00624 », sise 72 rue de la Convention – 93120 La Courneuve.

**ARTICLE 2.** – L'autorisation de fonctionnement est accordée jusqu'à l'échéance de l'autorisation initiale, prévue par l'arrêté n°2022-384, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2028. Son renouvellement sera subordonné au respect du cahier des charges établi, dans les conditions fixées par l'article L.313-5 du Code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'aux résultats des évaluations prévues à l'article L.312-8 du même code.

**ARTICLE 3.** – Le service d'aide à domicile autorisé a l'obligation d'évaluer la demande des bénéficiaires, de déterminer si la prestation attendue est en adéquation avec les compétences et les moyens qu'il peut mettre en œuvre. Lorsque la structure n'est pas en capacité de répondre à la demande de la personne accompagnée, elle lui en fait connaître les raisons et l'oriente vers une structure plus adaptée en substitution ou en complément.

**ARTICLE 4.** – Les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 évaluent et font procéder à l'évaluation de la qualité des prestations qu'ils délivrent selon une procédure élaborée par la Haute autorité de santé mentionnée à l'article L. 161-37 du Code de la sécurité sociale. Les résultats de cette évaluation sont communiqués à l'autorité ayant délivré l'autorisation ainsi qu'à la Haute autorité de santé. Un décret détermine les modalités de leur publication ainsi que le rythme des évaluations. En cas de certification par des organismes visés à l'article L. 433-4 du Code de la consommation, un décret détermine les conditions dans lesquelles cette certification peut être prise en compte dans le cadre de l'évaluation.

**ARTICLE 5.** – La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale et relève des

dispositions prévues à l'article L.347-1 et 2 du Code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 6.** – Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service devra être porté à la connaissance du Département, conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7.** – Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux auprès du directeur général des services du Département de la Seine-Saint-Denis, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**ARTICLE 8.** – Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental  
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,  
le

Date de notification du présent acte,  
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,  
le